COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 30 MAI 2008 à 20H

Présents : Mme GIOVANNINI Juliette, le Maire M. HUGUES Gilbert
 Mme ABADIA Carole M. LAFOSSE Bernard
 Mme BIONDO Emilie M. ONDULATI Stéphane
 Mme CLEMENT Catherine M. RUBINO Joseph
 M. GROGNARD Frédéric

ABSENT excusé : M. MOREAU a donné pouvoir à M. HUGUES.

ABSENT non excusé : M. KOPP.

M. GROGNARD est désigné secrétaire de séance.

Il est procédé à l'approbation et à la signature du conseil précédent.

Mme le Maire demande si le Conseil accepte de voter deux délibérations en fin de conseil qui n'étaient pas à l'ordre du jour. Il s'agit de diviser la délibération numéro 7 en deux. Celle-ci concernait le renouvellement du parc informatique ainsi que du terminal téléphonique ; comme ces renouvellements font l'objet de deux devis différents et afin de ne pas voir un des achats bloqué par le refus potentiel de subvention pour l'autre, Mme le Maire préfère les séparer. La deuxième délibération à ajouter concerne une étude à faire pour le débouchage de l'embut pour laquelle la municipalité de Caussols transfère la maîtrise d'ouvrage au SICASIL. Le Conseil accepte de considérer ces délibérations.

01/05/2008 ENVOI DU REGLEMENT DE L'ASSAINISSEMENT

M. RUBINO rappelle que la nouvelle législation en vigueur a imposé l'instauration d'un nouveau règlement d'assainissement, qui définit les règles d'établissement des fosses septiques ainsi que les nouvelles procédures de contrôle. L'établissement de ce règlement ainsi que son expédition en recommandé avec accusé de réception à chaque Caussolois par la société EDANC sont facturés 15€ par exemplaire à la mairie. Si elle peut l'éviter, la mairie ne répercutera pas ce coût auprès des Caussolois.

Vote OUI : 9 voix. ABSTENTION : 1 voix.

02/05/2008 FACTURATION DU CONTRÔLE DES NOUVELLES FOSSES SEPTIQUES

Comme indiqué précédemment, une nouvelle procédure d'établissement des fosses septiques est mise en place : une étude doit être effectuée au préalable (dont tests de percolation), suivie par deux contrôles : le premier s'assure que le terrassement a bien été effectué dans les règles avant l'installation de l'épandage ; un second contrôle vérifie que l'épandage lui-même est effectué correctement avant que celui-ci soit recouvert. La mairie a passé un accord avec la société EDANC pour qu'elle gère ces contrôles ; le maître d'œuvre aura alors le choix de les faire effectuer par une autre société sous le contrôle d'EDANC ou de les faire effectuer par la société EDANC par le biais de la mairie pour la somme de 240€ (l'étude préalable n'est pas comprise dans ce tarif).

Vote OUI : 9 voix. ABSTENTION : 1 voix.

03/05/2008 GARDE/SURVEILLANCE DES ENFANTS DE L'ECOLE DURANT LES GREVES

L'Inspection Académique propose de passer une convention avec la municipalité pour que celle-ci assure la surveillance des élèves de l'école lors des grèves de l'Education Nationale. Cette charge incombera aux employés de mairie ou aux conseillers municipaux, sans que ceux-ci doivent avoir quelque compétence que ce soit en la matière. En échange, l'Inspection Académique offre une subvention de 90€ pour la garde de 1 à 15 élèves et de 180€ pour 16 à 30 enfants.

Vote OUI : 10 voix.

04/05/2008 SUBVENTION DENEIGEMENT

En fin de saison, le Conseil Général subventionne les dépenses encourues pour le déneigement au cours de l'hiver (astreintes, travail effectif,...). Cette année, la facture s'élève à 10341,68€ TTC. Le Conseil Municipal sollicite le Conseil Général pour une subvention à hauteur de 70% des factures HT : 6147,18€.

Vote OUI : 10 voix.

05/05/2008 ELECTION DU CORRESPONDANT DEFENSE

Le ministère de la défense poursuit la mise en place d'un réseau de correspondants. Mme le maire propose M. RUBINO.

Vote OUI : 10 voix.

06/05/2008 COMMISSION D'ATTRIBUTION DES LOGEMENTS

Toutes les municipalités de la CASA doivent désigner des délégués à la commission d'attribution des logements. Celle-ci attribue les logements sociaux et pour actifs, sur le territoire de la CASA. Malgré l'absence de tels logements à Caussols, la municipalité désigne les délégués :

- Titulaires : Mme le Maire et Mme CLEMENT
- Suppléants : Mme ABADIA et M. RUBINO

Vote OUI : 10 voix.

07/05/2008 ACQUISITION DE NOUVEAU MATERIEL INFORMATIQUE

M. HUGUES détaille le matériel informatique qui va être acquis afin de permettre au personnel de travailler dans de meilleures conditions : le matériel actuel est volumineux, obsolète et présente des incompatibilités entre ordinateurs. L'achat est effectué via le SICTIAM qui sera responsable du service après vente. Le matériel : 2 DELL Optiplex+écrans plats avec Windows Professionnel complet, des anti-virus Norton, des disques durs externes pour la sauvegarde, des clés USB. Le tout pour 2515.02€ HT, pour lesquels le Conseil demande 50% de subvention à l'Etat dans le cadre de la Dotation Générale de l'Equipement

Vote OUI : 10 voix.

08/05/2008 ACQUISITION DE NOUVEAU MATERIEL TELEPHONIQUE

La mairie fait l'acquisition d'un nouveau terminal téléphonique avec notamment des écouteurs et une liaison haut-débit (Orange - France Telecom). Le tout pour 2050.00€ HT, pour lesquels le Conseil demande 50% de subvention à l'Etat dans le cadre de la Dotation Générale de l'Equipement.

Vote OUI : 10 voix.

Mme le Maire souligne qu'une ligne téléphonique supplémentaire est demandée vers le nouveau bassin.

09/05/2008 ETUDE POUR LE DEBOUCHAGE DE L'EMBUT

On sait qu'en cas de fortes pluies un lac se forme au niveau de l'embut et bloque la RD12. Pierre Aymon et ses collègues spéléologues avaient identifié dans l'embut un siphon qui est obstrué par des immondices (pneus, cageots,...) et pourraient être la cause de ces inondations. Afin de limiter les occurrences du lac et malgré ses compétences limitées depuis la Déclaration d'Utilité Publique de l'embut (car celui-ci alimente la source de Bramafan), la municipalité aurait voulu déboucher ce siphon. Le SICASIL, Syndicat de l'eau potable du grand bassin cannois, qui exploite la source de Bramafan est hostile à ce débouchage car il craint que celui-ci perturbe les turbulences et augmente le débit de sa source, ce qui rendrait son traitement plus compliqué. Le SICASIL mandate néanmoins une étude de débouchage de l'embut ; comme c'est la municipalité qui a la compétence de la maîtrise d'ouvrage, celle-ci transfère la maîtrise d'ouvrage au SICASIL. En échange, le SICASIL s'est engagé lors de la réunion du 28/05/2008 avec les différents acteurs concernés à couvrir la part communale (ceci n'est cependant pas mentionné dans la délibération).

En attendant, suite à un accident, les barrières qui empêchaient l'accès à la RD12 en cas de présence du lac ont été enlevées. A la place, la DDE a fait placer des panneaux « route inondée » aux extrémités. La possibilité de placer des contacteurs de niveau d'eau qui repéreraient la présence du lac et actionneraient des feux rouges a été abandonnée car la DDE a jugé que le coût (80.000€) ne se justifiait pas du fait de la faible fréquentation de la RD12.

Le Conseil accorde le transfert de maîtrise d'ouvrage au SICASIL.

Vote OUI : 10 voix.

QUESTIONS DIVERSES

- Rénovation du presbytère : suite à la brutale dégradation de l'état de la mairie et à la forte augmentation du nombre d'élèves de l'école, des travaux vont rapidement devoir être effectués à la mairie et une nouvelle classe et une salle de restauration devront être construites à l'école. Afin de ne pas retarder ces projets et malgré la perspective de rentabiliser la restauration du presbytère en 6 ans grâce au loyer, la rénovation du presbytère est reportée. Mme Marcus, représentante du comité de la chapelle, opposé à la rénovation du presbytère dans les conditions envisagées par la mairie, remercie la mairie de se donner au moins le temps de la réflexion.
- Le ceinturage de l'église est terminé. Restent maintenant la rénovation de l'intérieur et le remplacement des joints de la façade est.
- La borne monétique pour la distribution de l'eau devrait être en place d'ici 15 jours. Elle coûtera 4000€ HT à la mairie. Il faudra pour l'utiliser se procurer des cartes prépayées à la mairie (à validité illimitée dans le temps). La mairie s'est procuré des cartes pour 50 et 100 mètres cubes. Le mètre cube d'eau sera facturé au même prix qu'aux compteurs à domicile.

- Virginie, l'ATSEM titulaire, prolonge son mi-temps jusqu'en mars 2009, date des 3 ans de sa fille. On espère que Stéphanie pourra rester, même si la mairie comprendrait très bien qu'elle cherche un temps plein ailleurs en septembre.
- Les hydrants (bornes à incendie) ont été testés par les pompiers de Saint-Vallier. Quatre sont défectueux et deux ont un débit insuffisant. Sachant cela, les pompiers de Saint-Vallier monteront obligatoirement avec une citerne en cas d'incendie.
- Mme Crespi a été désignée aux élections prud'homales.
- Le Comité des Fêtes a fait une demande de subvention de 3000 euros, alors que les autres années la subvention était de 2000 euros. Mme le Maire admet le principe d'une augmentation, mais elle estime que, comme le programme n'est pas plus fourni que les années précédentes, la subvention sera de moins de 3000 euros ; la municipalité ne fera pas plus si les finances du comité ne sont pas en difficulté. Mme ABADIA, qui est également trésorière du comité des fêtes indique, qu'il reste 1200 euros en caisses. Cette somme étonne le Conseil car l'équipe précédente a annoncé une somme beaucoup plus importante (3000-4000 euros) au cours de l'assemblée générale du comité. Faut de avoir les comptes en mains, le Conseil ne peut immédiatement déterminer quel est l'état des comptes du comité.
Précisions hors conseil : depuis le conseil, les comptes ont été examinés: au premier janvier, ils étaient bien en positif de plus de 3000 euros comme annoncé par l'équipe précédente; entretemps, le Noël des enfants et les vœux du maire ont été déduits. Les comptes actuels du comité des fêtes sont donc bien en positif de 1200 euros.
- M. ARCHEN souhaite acheter un terrain municipal de 2000m² mitoyen du sien. Ce terrain n'est pas constructible et ne le sera probablement jamais (il est constitué de rochers et est fort éloigné de la route). Cet achat règlera un litige de voisinage et M. ARCHEN financera le bornage s'il achète le terrain (il demande un bornage de toute façon, mais n'acceptera pas de le financer seul si on ne lui vend pas le terrain). Le Conseil n'y voit pas d'opposition et attend qu'il fasse une offre pour se prononcer.
- Mme le Maire remercie la famille Ondulati grâce à qui la mairie est abondamment fleurie.
- L'ONF a fait une proposition d'aménagement de la Forêt de Nans. Mme le Maire a transmis le dossier à M. FAURY pour qu'il donne son avis.
- Le 31 mai aura lieu la réunion d'information sur le défibrillateur cardiaque. Celui-ci est fourni gratuitement par le Conseil Général. Pour le moment il est en rupture de stock et Caussols n'a donc pas encore le sien. Une formation pour son utilisation est indispensable. Le principal problème concerne son stockage : il craint le chaud et le froid, doit être facilement disponible (pas enfermé à l'intérieur) et les armoires à température régulée pour stockage à l'extérieur sont très chères ; c'est un problème difficile à résoudre
- Du fait de la forte augmentation du nombre d'élèves de l'école à la rentrée 2008, la cantine en classe n'est plus possible. Deux possibilités s'offrent à la municipalité : la plus évidente est de faire prendre le repas aux enfants à l'auberge. L'avantage principal est la proximité de l'auberge et l'absence de nécessité de mise en place d'une salle de cantine à l'école. La question qui se pose est le respect des réglementations pour les cantines scolaires par l'auberge. Des contrôles vont être effectués prochainement par les services vétérinaires. Si ceux-ci indiquent des travaux trop importants pour se mettre aux normes, cette solution ne pourra pas être envisagée. L'autre option est de poser sur la place de la mairie un Algeco qui servirait de salle de restauration scolaire; les repas y seraient livrés chauds par l'auberge ou la Bastide Saint-Louis (les nouveaux propriétaires s'étaient déjà proposés) ; à terme, une salle de cantine serait construite. Cette solution aurait l'avantage de pouvoir faire travailler les deux restaurateurs du village. Plutôt que de louer un Algeco, M. DORGE propose de mettre la Colo à la disposition de l'école pour la prise des repas. Comme celle-ci n'est utilisée que le week-end et durant les vacances, il n'y a pas de conflit d'utilisation. Il demanderait simplement à la mairie de payer l'électricité et de rendre la colo propre en fin de semaine.
- M. GROGNARD présente le projet de transport scolaire vers le Collège de Saint-Vallier, qui sera mis en place en septembre. Ce transport concerne 8-10 élèves et sera géré par le Conseil Général. Une réunion a eu lieu ce mardi 27 mai 2008, entre le délégué du Conseil Général responsable de l'installation des arrêts, un bureau d'étude, Mme Guilhen (représentante des parents), M. GROGNARD et Mme le Maire. Le délégué du Conseil Général estimait dans un premier temps que seul un arrêt à la mairie pouvait être envisagé. Au vu de la configuration du village, avec ses deux zones urbanisées très distinctes, M. GROGNARD a obtenu que l'installation d'un arrêt de car soit considéré au début des Claps (côté Saint-Vallier), entre la boîte aux lettres et la fontaine. Une étude de faisabilité sera conduite, sans garantie de résultat positif. Dans tous les cas, Mme le Maire est très réservée quand à l'opportunité d'un tel arrêt du fait de la proximité de la RD12, de la difficulté pour les parents de se garer à proximité et des contraintes imposées par le

déneigement en hiver. M. GROGNARD croit que cet arrêt est malgré cela indispensable à la réussite du transport scolaire du fait de son accessibilité à pieds pour les enfants des Claps, ce qui faciliterait grandement la vie des parents ayant des horaires incompatibles avec ceux du transport scolaire. Cependant, malgré l'aspect pratique de cet arrêt, il est indispensable que celui-ci respecte les règles de sécurité car en cas d'accident pour un enfant, et si l'arrêt n'était pas sécurisé, les responsabilités du maire et du Conseil Général seraient engagées. La mairie attend les résultats de l'étude pour donner un avis définitif.

Mme LAMARE demande si le transport scolaire peut être emprunté par des enfants allant à d'autres établissements que le collège de Saint-Vallier, par exemple un Lycée à Grasse (via une correspondance à Saint-Vallier). Le Conseil ne sait pas si c'est autorisé et se renseignera; Mme le Maire dit que c'est peut-être possible pour des scolaires, mais en tous cas pas pour des non-scolaires.

- Au cours de sa réunion du 28/03/2008, à l'occasion de sa délibération 09/03/2008, le Conseil Municipal avait proposé 12 titulaires et 12 suppléants pour la Commission Communale des Impôts Directs. M. le Directeur des Services Fiscaux en a retenu une liste de 6 titulaires et 6 suppléants :

Titulaires : Mesdames et Messieurs Marguerite ARAGON, Carole ABADIA, Henri CADET, Sylvain PERETTI, Monique LAUTIER, Denise ESCRIVA.

Suppléants : Madame et Messieurs Jean ARICHELLO, Pierre FAURY, Monique ISNARD, Maurice FIARDO, Georges BEYLET, André GIOVANNINI.

- Depuis 7 ans, le remplacement des véhicules communaux est mis au budget au cas où ceux-ci nécessiteraient des travaux importants. Le 504 vient de donner de vrais signes de faiblesse. Mme le Maire propose de revendre le 504, le Niva et l'Unimog et d'acheter un véhicule polyvalent Mahindra Goa avec benne ; il s'agit d'un 4x4 indien très rustique adapté aux conditions de Caussols qui reviendrait à moins de 20.000€ (et serait subventionné à au moins 70%).
- Mme le Maire indique que l'installation de l'antenne pour la téléphonie portable ne peut se faire tant que l'alimentation électrique n'a pas été autorisée. Celle-ci a en effet été refusée par l'ABF. La mairie a transmis des photos au SDEG pour montrer que la ligne électrique sera posée le long d'une ligne téléphonique allant à l'observatoire et que le paysage ne sera donc pas fortement modifié.
- M. GROGNARD présente le nouveau site internet de la commune : <http://www.caussols.fr>. Ce site contient notamment tous les comptes-rendus des conseils municipaux, grandira au fur et à mesure et sera égayé par des photos des événements caussolois. Mme Marcus demande si on peut y poser des questions ? L'adresse mail mentionnée sur le site n'a pas vocation de répondre à des questions administratives, mais bien à des questions/suggestions sur le site internet, voire contacter le Conseil Municipal.

Le Conseil se termine à 21h25.